Penser et panser la néo-libéralisation ?

Myriam Catusse

▶ **To cite this version:**

Myriam Catusse. Penser et panser la néo-libéralisation ? : Etudier les villes du Maghreb et du Moyen-Orient. Karine Bennafla. Acteurs et pouvoirs dans les villes du Maghreb et du Moyen-Orient, Karthala, pp.343-353, 2015, 9782811114497. halshs-01574435

HAL Id: halshs-01574435
https://shs.hal.science/halshs-01574435

Submitted on 14 Aug 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Penser et panser la néo-libéralisation ?

Etudier les villes du Maghreb et du Moyen-Orient

Myriam CATUSSE
IFPO, Umifre 6, USR 3135
Ministère des Affaires étrangères, CNRS

Sidi Bouzid, Sfax ou Tunis, Le Caire, Alexandrie, Mansoura, Suez ou Ismaïlia, Sanaa, Benghazi, Tripoli et Misrata, Manama, Casablanca, Deraa, Homs, Alep, Damas, Raqqa ou Kobané (Ayn a-Arab), Erbil ou Mossoul… les villes du Maghreb et du Proche-Orient sont sous les feux de l'actualité de ces dernières années. La matière foncièrement urbaine des révoltes et révolutions arabes de 2011 doit être débattue au cas par cas. Reste que ces soulèvements ont mis le projecteur sur de petites et moyennes villes, sur certains quartiers des métropoles de la région ou des places emblématiques : *sahat at-tahrîr* (la place de la libération), la Casbah, *dawâr al-lu'lu'* (la place de la perle), *sahat at-taghîr (*la place du changement). Le temps du renversement d'un régime ou au gré de guerres civiles qui s'installent, ces soulèvements ont contribué à redessiner la cartographie des mondes urbains du Maghreb et du Moyen Orient. Dans la fièvre explicative qui suivit la « dramaturgie urbaine » (Verdeil 2011) des récits épiques ou plus prosaïques des mouvements de protestation, la « '*rue* arabe' s'érige[ait] désormais en modèle pour les indignés du monde » (Fillieule, Bennani-Chraïbi 2012 : 774). De fait, ces situations révolutionnaires ont pu être rapportées à des faits et méfaits urbains : « exhibition des inégalités sociales » (Bennafla 2013 : 11), « revanches » de territoires oubliés et « luttes de places » (Bennafla, ce volume, chapitre 15), revendication pour des services collectifs plus équitables ou encore « épuisement de modèles de développement fondés en grande partie sur la capture d'une rente foncière par [des] oligarchies » (Barthel, Stadnicki, Vignal 2014).

C'est dans ce contexte que s'est tenu à Lyon en 2012 le colloque « Villes, acteurs et pouvoirs dans le monde arabe et musulman » dont ce passionnant volume rend compte de la richesse des contributions. Si d'emblée son éditrice prend soin de préciser qu'il ne s'agit pas là de « fournir une analyse des mobilisations ou des mouvements sociaux urbains » (Bennafla, ce volume introduction), néanmoins, c'est bien au chevet de sociétés urbaines bousculées par ces soulèvements que les auteurs du livre se penchent. En ce sens, cet ouvrage peut se lire d'au moins deux manières, qui le détachent de la contingence révolutionnaire tout en l'inscrivant résolument dans son époque.

D'abord, comme l'avait fait il y a une quinzaine d'années le précieux collectif dirigé par P. Signoles, G. el Kadi et R. Sidi Boumedine (1999), *L´urbain dans le monde arabe. Politique, Instruments et acteurs*, puis plus récemment, les deux opus dirigés par Y. Elsheshtawy (2004, 2008) sur la fabrique contemporaine des grandes villes arabes, il rend compte d'une génération de travaux, denses, documentés et diversifiés sur les villes dans le monde arabe. Dans le monde arabe, car la réflexion y circule par-delà la division parfois tacite du travail entre spécialistes du Maghreb du Machrek. On y retrouve par exemple l'influence d'équipes de recherches telles que celle de « l'école de Tours » qui, autour du laboratoire URBAMA (et de CITERE aujourd'hui), renouvela la connaissance des expressions de la citadinité dans le monde arabe (Lussault,

Signoles 1996), se saisit de la question des formes (et de l'informalité) « arabes » ou « du Sud » de l'urbanité, questionna ses représentations et accompagna la réflexion des professionnels du Maghreb et du Proche-Orient sur l'aménagement des villes. On y retrouve également l'empreinte du travail interdisciplinaire des Observatoires urbains créés au sein du dispositif des UMIFRE en partenariat avec les départements et écoles d'urbanisme de la région. Ou encore l'impulsion donnée aux réflexions sur le « gouvernement des villes » par le Programme de recherches urbaines pour le développement (PRUD) lancé par le ministère des Affaires étrangères avec le GEMDEV et l'ISTED en 2001. Sous cet angle, le colloque de Lyon, puis ce volume, font le bilan non seulement d'un état du savoir, mais encore du devenir fécond de certaines approches :

- Celle des « arts de faire » empruntée à M. de Certeau (Berry-Chikhaoui, Deboulet, 2000) qui explore les pratiques au quotidien des citadins, que renouvellent aujourd'hui les travaux sur les formes silencieuses ou ordinaires de résistance (Singerman 1996, 2011) ou au contraire sur l'absence de mobilisation (Choplin 2014).

- Celle des « projections urbaines » (Lussault et *alii* 1997) et des mots de la ville (Topalov, Depaule 2008), qui mettent l'accent sur la dimension performative des modèles et des imaginaires de la ville, circulant d'époque en époque. Un face-à-face paradigmatique et faussement paradoxal se dessine. D'un côté, les vitrines de villes « modernes » et « mondialisées » (Casablanca hier, Dubaï aujourd'hui ou encore Bakou et Beyrouth pour reprendre des cas traités dans l'ouvrage par O. Aoun et J. Tellier, N. Crosnier et L. Buccianti-Barakat). De l'autre, comme dans les coulisses, des « bidonvilles », *karien* au Maroc, *ashwaiyyât* en Egypte (dans ce volume, les textes de N. Semmoud, K. Bennafla, A. el-Iraki et J. Picard), ou des « camps » (L. Oesch et D. Meier). Les premières sont servies par des plans d'aménagement puis des politiques de grands projets (Barthel 2008, Cattedra 2001) ; les secondes, bien qu'au cœur de modes réguliers et normalisés de la production urbaine dans la région (Signoles 1999), décrivent, en miroir déformant, une ville par ses défauts (dans tous les sens du terme) : « illégale », « non réglementaire », « irrégulière » ou « informelle » (Escalier 1998, Soliman 2004, Barthel, Jaglin 2013). Dans cette réflexion, l'exploration des dimensions vernaculaires de la ville (Safar Zitoun 2001) et de ses « patrimoines » qu'aborde par exemple ici Z. Fournier, au sujet d'un quartier de Damas, s'inscrit dans une veine de questionnements qui ont réuni historiens, géographes, architectes et politistes notamment (Volait, Garret, Cattedra 2010). Elle se trouve dramatiquement réactualisée non seulement par les transformations rapides et radicales de métropoles dont les « centres » se gentrifient et les « périphéries » s'élargissent autour de projets de villes nouvelles ou comme par « pis-aller » (Longuenesse, Pieri, 2013) , mais encore par les destructions profondes qu'engendrent aujourd'hui les guerres en Syrie, en Irak, en Palestine ou en Libye. Rappelons d'ailleurs que c'est pour suivre les politiques de reconstruction du centre-ville de Beyrouth, puis du pays, aux lendemains de la guerre civile libanaise que fut créé en 1993 l'Observatoire urbain du Proche-Orient.

- Celle enfin des « gouvernances de la ville », paradigme qui fit florès, dans le monde arabe comme ailleurs, à l'issue de la Conférence Habitat II à Istanbul (1996). La déclaration finale, qui en suivit, engageait à promouvoir une « ville pour tous », en « augmentant les capacités des gouvernements locaux et des autres acteurs à pratiquer la bonne gouvernance urbaine dans le monde ». Si les injonctions se sont transformées – après la « bonne gouvernance » vient la « ville durable » des agendas 21 par exemple (Barthel, Zaki 2011) –, elles ont incontestablement imprégné leur époque en plaçant le projecteur sur les acteurs et les institutions des politiques des villes. Le titre de cet ouvrage en est un témoignage

supplémentaire. Là encore, les chapitres qui précèdent (notamment ceux des deux premières parties) témoignent de la richesse des recherches que cela a pu nourrir pour comprendre les faits urbains du Maghreb et du Proche-Orient, dans une distance critique avec le normatisme des recommandations internationales. Ainsi en est-il de la série de travaux qui se penchèrent sur les pouvoirs municipaux renaissants quand, au tournant des années 2000, s'organisa une série d'élections locales dans la région (Legrain 1999, Favier 2001, el-Iraki 2003, Lebris et *alii* 2004). C'est également dans cette perspective que se renforça l'attention sur les professionnels de la ville (Souami, Verdeil 2006, Zaki 2010). L'enchevêtrement des institutions et la pluralisation sous contrôle de la fabrique urbaine sont apparus à la fois comme un reflet de, et une réponse à la fragmentation urbaine (Bouchanine 2002). Force est de constater à la lecture de ce volume, et d'autres parutions récentes (Stadnicki 2014), que c'est ce second questionnement qui se renforce. Après quelques travaux sur la gestion « islamique » de certaines municipalités emblématiques (Signoles et *alii* 2009), la recherche semble se détourner à nouveau de l'objet municipal (ici, il n'est principalement saisi que par C. Allès). À noter d'ailleurs que depuis 2011, aucun scrutin local n'a été organisé là où le régime est tombé, en Tunisie, en Egypte, en Yémen ou en Libye. Néanmoins, prenant à rebours les théories du « moins d'État » (sur nos terrains, peut-être plus que sur d'autres, l'investissement des autorités publiques dans le discours et la fabrique des villes s'avère déterminant comme l'atteste la plupart des contributions de ce volume) ou de « l'antipolitique » (le développement des villes serait une affaire trop importante pour être laissées aux mains des politiques -Ferguson 1990, Mitchell 2002-), ces enquêtes montrent au contraire qu'au quotidien « faire la ville » est avant tout un travail politique, producteur de pouvoirs variés ; que cela demeure également, à bien des égards, une « affaire d'État ». Elles attestent également, s'il en était besoin, qu'elles sont un lieu de rapports de forces, voire d'ambitions et de conquêtes politiques, malgré les formes de négligences (*politics of neglect* -Dorman 2007-) dont elles sont l'objet : pas seulement dans les temps chauds de soulèvements populaires ou d'affrontements miliciens, mais également, plus régulièrement dans des concurrences politiques qui se jouent électoralement, sur des enjeux fonciers ou immobiliers, ou encore dans les logiques de la politique urbaine (Akl, Beyhum 2009).

Mais cet ouvrage peut se lire d'une autre façon : dans les mouvements de *back-and-forth* propres à la recherche et au renouvellement de nos questionnements, il est bien plus que l'écho bienvenu dense et stimulant d'une « réflexion générale sur l'urbain » dans les villes du sud (Bennafla, ce volume, introduction). Si les chapitres ne portent pas sur les soulèvements, protestations ou conflits récents, ils sont néanmoins portés par eux. Au sens positif du terme, celui qui conduit à faire preuve de curiosité et à sortir des sentiers battus. Leurs auteurs sont sur un gué. Beaucoup ont commencé leurs enquêtes avant 2011. Mais, ces évènements non seulement travaillent implicitement leurs questionnements mais ouvrent de nouvelles pistes ou méthodes de recherche, du fait de l'ouverture de sources ou, au contraire, de l'inaccessibilité de certains terrains, en Syrie notamment. Deux thèses au moins, et un principe méthodologique me paraissent se dégager. Chacun invite non seulement au débat, mais à l'exploration renouvelée des villes du Maghreb et du Proche-Orient. C'est certainement là l'une des richesses de ce recueil.

La méthode partagée par la plupart des auteurs est celle du « local » comme stratégie de recherche, que ce soit pour décrypter les rapports de pouvoir, l'État en action ou les arrangements et conventions qui fondent la privatisation de la gestion des villes et la réorganisation de leurs services publics. Cette entrée au ras du sol n'est pas nouvelle en soi, ni

propre aux recherches sur le monde arabe. Dans les études urbaines francophones, elle est la voie royale, privilégiant l'analyse des rapports centre/périphérie, des figures locales du pouvoir et de la territorialisation des politiques publiques (Briquet, Sawicki 1989). C'est aussi celle qu'adoptèrent les premiers travaux et monographies des historiens sur l'urbain dans le monde arabe, réinvestis plus récemment, sous l'influence de la *micro storia* (Grangaud 2002). Cette propension au « microscopique » (Sawicki 2000) a montré toute son utilité. Et les soulèvements populaires récents, par leurs géographies et sociologies complexes, en corroborent la pertinence. Comme l'indique K. Bennafla dans son introduction, il s'agit de rendre compte de la diversité de faits urbains, dans leur historicité, à partir d'enquête *in situ* et non dans une démarche plus surplombante appuyée sur des données macroscopiques. Quoique l'ombre de « l'État » pèse dans nombre de ces travaux : comme le suggéraient P. Signoles (1999) puis A. Signoles (2006), les chantiers de l'urbain dans la région peuvent êtres des observatoires fins des transformations de l'action publique et du redéploiement de la puissance publique, à la condition justement d'ouvrir la boîte noire de l'État en privilégiant une approche rapprochée, territorialisée, historicisée et soucieuse de rendre compte de la variété des configurations d'acteurs qui agissent au nom de l'État. Cette approche, par le « local », qui nous démarque par exemple des *urban studies* anglo-saxonnes, présente quelques défis en matière de montée en généralité et de changement d'échelle. En tout état de cause, elle est intimement liée aux grandes thèses qui organisent ce collectif.

À la question initiale « [quelles sont] les réorganisations induites par la mondialisation, le néolibéralisme et la transition politique sur la gestion et l'aménagement urbain », les auteurs proposent, pour aller vite, deux réponses : « néo-libéralisation » et « *path dependance* » (dépendance au sentier). En d'autres termes, alors que la révolution fut le maître mot de ces toutes dernières années, les plongées dans les villes arabes auxquelles nous sommes conviés montrent d'une part, combien compte la néo-libéralisation des villes dans leurs transformations actuelles (« implications des autorités publiques dans l'extension et la reproduction – contradictoires - des règles du marché » (Tickell, Peck 2003 : 166, Béal 2010) ; et, d'autre part, dans quelle mesure cela contribue à la résilience et la résistance des institutions et des arrangements locaux. Cela suggère plusieurs belles pistes à creuser.

Il est frappant que, si la problématique du caractère inéquitable du développement est omniprésente et traitées sous différents angles, les travaux de la géographie radicale anglo-saxonne (ici mobilisée dans le papier de O. Aoun et J. Tellier) sont sous-exploités et peu discutés au sujet des villes du Maghreb et du Proche-Orient (sur le Maroc, voir K. Bogaert 2011). Certainement est-ce là un des effets de l'approche « de terrain » et de la prise de distance des travaux francophones avec les approches néomarxistes de la production de la ville dont H. Lefevbre, et son *Droit à la* ville, fut pourtant l'un des pionniers. Certainement aussi que cette littérature s'avère souvent plus séduisante qu'explicative. Néanmoins, au gré de la lecture des textes de ce volume, pointent des questions qui lui font écho, et montrent que ces villes de la région – métropoles mais aussi petites et moyennes agglomérations – se révèlent de remarquables postes d'observation de l'urbanisme néolibéral et des formes de mobilisations qu'il peut nourrir : d'une part, le « droit à la ville » (Harvey 2011), qui renvoie tant au registre de la citadinité que de la citoyenneté (une nuance dont il convient de s'interroger sur les traductions en arabe ou en anglais), est une revendication que l'on peut percevoir, avant même les soulèvements de 2011, de la part des réfugiés (ici dans les camps du Liban décrits comme des « États d'exception », en Jordanie ou en Égypte), des habitants de quartiers mal ou pas reliés à des réseaux de services publics (ici au Caire, au Liban, au Maroc ou en Palestine) ou encore autour de la lutte des places entre commerçants squatteurs et promoteurs immobiliers décrits ici

dans le cas de la ville de Salé (Maroc). D'autre part, l'inscription de ces politiques urbaines dans des logiques internationales d'accumulation et de financiarisation du capital foncier fortement rentable (Denis 2011), y compris dans le cas de projet de logements sociaux (Zaki 2011) ou pour les classes moyennes (Florin 2011), s'avère centrale et fondamentalement liée à une économie mondialisée. Les questions de la spéculation foncière, de l'accès au marché immobilier, des formes de la propriété renvoient non seulement à l'économie politique de ces villes, mais, également à des relations à géographie variable de l'habitant à son environnement. Les tensions sur les marchés du logement se combinent avec d'autres indices d'une « question sociale » propre à la néo-libéralisation des villes, qui traduiraient la fragilité d'arrangements que l'on ne peut réduire ni à des compromis postfordistes car le salariat a peu fourni de toits ou de protection sociale, malgré la part conséquente de l'emploi public dans nombre de ces sociétés, ni à une formule rentière, car les dispositifs de *welfare state* furent souvent, et notamment dans le domaine de l'urbain, étroitement liés à ceux du « laissez-faire » et du sécuritaire (Fawaz 2008, Catusse 2013).

Ainsi, si certains ont pu lire les soulèvements de 2011 comme l'expression des contradictions du néolibéralisme des politiques de la région, néanmoins, les textes réunis appellent cependant à nuancer cela. En effet, c'est bien l'épaisseur locale des pouvoirs, l'historicité des pratiques de la ville, les arrangements locaux, voire leur économie morale, et finalement la dépendance au sentier qui semblent finalement l'emporter, quand bien même, par exemple, A. el-Iraki décrit le renouvellement récent des porte-parole locaux dans le cas de bidonvillois casablancais. Toutefois ces textes engagent à nuancer tant la thèse de la révolution que celle du rien ne change. En effet, plutôt que des politiques cohérentes et fondamentalement volontaristes de la part de régimes autoritaires ou de notables locaux, les différents auteurs décrivent des pratiques faites d'hésitations, d'expériences, de politiques à vue autant anticipatrices que conjoncturelles ou réactives. Les agendas du public s'avèrent parfois contradictoires, tant dans leurs temporalités que dans leurs objectifs (attirer les capitaux, loger, patrimonialiser, sécuriser, etc.), comme le décrivait déjà à la fin des années 1990 P. Signoles (1999) au sujet de la question de l'habitat précaire. Loin de relever d'une manière de faire, la vulnérabilité qui s'exacerbe avec la périphérisation et les formes de dépossession qui opèrent sur les marchés du foncier, de l'immobilier ou de la gestion de services collectifs (par exemple dans le cas des *zabalîn* du Caire suivis ici par J. Furniss et P. Devaux), donne lieu à différentes politiques : des plus violentes et « éradicatrices » aux plus conciliatrices. Le laissez-faire apparent peut traduire au contraire la recherche de paix sociale, de la part de responsables politiques qui mesurent, plus que les experts techniques, les risques pour leur légitimité d'une politique trop légaliste ; et peuvent jouer par ailleurs de la ressource que représentent pour les patrons locaux l'insécurité sociale (Harb 2010). À cette aune, les logiques de dépendance au sentier peuvent expliquer tant la reproduction des manières de faire la ville que leurs transformations, quand entre en concurrence au sein même des dispositifs de politiques urbaines, des logiques institutionnelles différentes (ici, les textes de P. Philifert, de M. Lavergne ou de B. Kadri donnent de belle matière à y réfléchir).

Enfin, ces questionnements, qui s'efforcent de penser (et de panser ?) la néolibéralisation des villes du Maghreb et du Proche-Orient ne peuvent faire l'économie des dimensions sécuritaires du pouvoir qui s'y exercent (Droz Vincent 2012). Si les soulèvements populaires ont montré la fragilité que pouvaient avoir, le temps d'une révolution, les formes locales de l'autorité, ils ont aussi montré à quel point la ville était autant le lieu de la recherche – démocratique ou autoritaire – de paix sociale que l'expression de violences économiques, politiques et militaires majeures : celles des formes de criminalisation des pauvres (Singerman,

keynote du colloque), celle des manifestations et contre-manifestations, mais aussi celles des milices et des forces armées qui s'affrontent à l'heure où l'on écrit ces pages, dans les centres urbains d'Irak, de Syrie, du Liban ou de Libye. La problématique de la (re)conquête de souveraineté est loin d'être close.

AKL Z., BEYHUM N. (dir.), 2009, *Conquérir et reconquérir la ville. L'aménagement urbain comme positionnement des pouvoirs et contre-pouvoirs*, Beyrouth : ALBA.

BARTHEL P.-A., JAGLIN S., 2013, *Quartiers informels d'un monde arabe en transition. Réflexions et perspectives pour l'action urbaine*, Paris : AFD.

BARTHEL P.-A., ZAKI L. (dir.), 2011, *Expérimenter la ville durable au sud de la Méditerranée. Chercheurs et professionnels en dialogue*, Paris : éd. de l'Aube, 335p.

BARTHEL P.-A., 2008, « Faire du « grand projet » au Maghreb. L'exemple des fronts d'eau (Casablanca et Tunis) », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 83/1, p. 25-34, http://geocarrefour.revues.org/5293 (consulté le 8 décembre 2014)

BEAL V., 2010, "*Does neoliberalisation matter?* Apports et limites d'une notion montante des *urban studies* dans la science politique française », *Working papers du Programme Villes & Territoires*, Paris : Science po.

BENNAFLA K., 2013, « Avant-propos », in « Villes arabes : conflits et protestations », *Confluences méditerranéennes,* n°85, p. 9-16.

BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A. (dir.), 2002, *Les compétences des citadins dans le Monde Arabe*, Paris : Karthala.

BOEGART K., 2011, « The Problem of Slums: Shifting Method of Neoliberal Urban Government in Morocco », *Development and Change*, vol. 42, n°3, p. 709-731.

BRIQUET J.-L.., SAWICKI F., 1989, « L'analyse localisée du politique », *Politix*, vol. 2, n°7-8, p. 6-16.

CATTEDRA R., 2010, *La mosquée et la cité : la reconversion symbolique du projet urbain à Casablanca (Maroc)*, Tours : Université François Rabelais, thèse en ligne https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00450366

CATUSSE M., 2013, « Le limon d'une question sociale, à contrecourant des révolutions arabes ? Comment circulent les paradigmes au Nord et au Sud du Sahara », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n°2, p. 81-100.

CHOPLIN A., 2014, « Post-politics and subaltern (de)mobilization in an African city. Nouakchott (Mauritania) », *Journal of Asian and African studies*, 49 (5).

DENIS E., 2011, « La financiarisation du foncier observée à partir des métropoles égyptiennes » in « Dynamiques foncières dans les villes du Sud », *Tiers Monde* n°206, p. 139-158.

DORMAN W. J., 2007, *The Politics of Neglect, The Egyptian State in Cairo, 1974-1998*, PhD Thesis, SOAS, University of London.

DROZ-VINCENT P., 2012, « Pouvoirs dans la ville et révoltes arabes en 2011 », *Confluences méditerranéennes*, n°85, 2013/2, p.53-64.

EL-IRAKI EL-MAOULA A., 2003, Les notables du Maghzen à l'épreuve de la « gouvernance ». Élites locales, gestion urbaine et développement au Maroc, Paris, L'harmattan.

ELSHESHTAWY Y. (dir.), 2008, *The Evolving Arab City: Tradition, Modernity and Urban Development*, Londres, Routledge.

ELSHESHTAWY Y. (dir.), 2004, Planning Middle Eastern Cities: An Urban Kaleidoscope, Londres, Routledge.

ESCALLIER R., 1998, « Ville et informalité dans les pays du monde arabe », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 56, n°56, p. 39-85.

FAVIER A. (dir.), 2001, *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, Beyrouth : Cahiers du CERMOC, n°24.

FAWAZ M., 2008, "An unusual clique of city-makers: Social networks in the production of a Neighborhood in Beirut (1950-1975)", *International Journal of Urban and Regional Research* 32(3), p. 565-58

FERGUSON J., 1990, *The Anti-politics machine: Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge : Cambridge University Press.

FILLIEUL O., BENNANI CHRAÏBI M., 2012, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires », *Revue française de science politique*, vol. 62, 2012/5, p. 767-796.

FLORIN B., 2011, « Des cités nassériennes aux villes nouvelles du désert : la fin du logement social ? », *L'Égypte au présent*, Paris : Actes Sud/Sindbad, p. 129-144.

GRANGAUD I., 2002, *La ville imprenable. Une histoire sociale de Constantine au XVIIIe siècle*, Paris : Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales. HANAFI S. (dir.), 2010, *State of Exception and Resistance in the Arab World*, Beyrouth: Center for Arab Unity Studies

HARB M., 2010, *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005) : de la banlieue à la ville*, Beyrouth : Presses de l'Ifpo, Paris : Karthala.

HARVEY D., 2011, *Le capitalisme contre le droit à la ville*, Paris : Amsterdam édition.

LEBRIS E. et *alii*, 2004, *Les Municipalités dans le champ politique local. Effets des modèles exportés de décentralisation dans la gestion des villes en Afrique et au Moyen Orient*, Rapport pour le GEMDEV-ISTED / Programme PRUD.

LEGRAIN J.-F., 1999, *Les Palestines au quotidien. Les élections de l'autonomie, janvier 1996*, Beyrouth : Cahiers du CERMOC, n°22.

LONGUENESSE É, PIERI C. (dir.), 2013, *Des banlieues à la ville. Espaces et négociateurs de la vie urbaine*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo.

LUSSAULT M., SIGNOLES P. (dir.), 1996, *La Citadinité en question*, Tours : URBAMA.

LUSSAULT M., CALENGE C., PAGAND B. (dir.), 1997, *Figures de l'urbain. Des villes, des banlieues et de leurs représentations*, Tours : Publications de la maison des sciences de la ville.

MITCHELL T., 2002, *Rule of Experts. Egypt, Technopolitics, Modernity*, Berkeley : California Press.

NAVEZ-BOUCHANINE F. (dir.), 2002, *La fragmentation en question. Des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale*, Paris : L'Harmattan, 411p.

PECK J., TICKELL A., 2002, « Neoliberalizing space », *Antipode*, vol. 34, n°3, p. 380-404.SAFAR-ZITOUN M., 2001, « Alger ou la recomposition d'une métropole », *La pensée de midi* 1/ 2001 (n° 4), p. 30-35.

SAWICKI F., 2000, « Les politistes et le microscope », in CURRAP (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris : PUF, p. 143-164.

SIGNOLES A., 2006, « Réforme de l'Etat et transformation de l'action publique. Approche par les politiques publiques », in E. Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris : A. Colin, p. 239-261.

— 2009, « Acteurs publics et acteurs privés dans le développement des villes du monde arabe », in P. Signoles, G. El Kadi, R. Sidi Boumediene (dir.), 1999, *L'urbain dans le monde arabe, politiques instruments et acteurs*, Paris : CNRS Editions, p. 19-53.

SINGERMAN D. (dir.), 2009, *Cairo Contested: Governance, Urban Space, and Global Modernity*, Le Caire : Université Américaine du Caire, 544p.

— 1996, *Avenues of Participation: Family, Politics, and Networks in Urban Quarters of Cairo*, Princeton : Princeton University Press, 356p.

SOLIMAN A., 2004, "Urban Informality. Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America and South Asia", in A. ROY, N. Alsayyad (dir.), *Urban Informality. Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America and South Asia*, Oxford, Lexington Books.

SOUAMI T., VERDEIL E. (dir.), 2006, *Concevoir et gérer les villes. Milieux d'urbanistes du sud de la Méditerranée*, Paris-Beyrouth-Marne-la-Vallée : Anthropos-Economica, IFPO, LTMU, collection Villes.

STADNICKI R. (dir.), 2014, « Ville et révolution en Égypte », *Égypte Monde arabe*, 3ème série, n°11.

STADNICKI R., VIGNAL L., BARTHEL P.-A. (dir.), 2014, « Arab Cities after the "Spring" », *Built Environment*, vol. 40, n° 1.

TOPALOV C., DEPAULE J.-C. (dir.), 2008, *Un trésor des mots de la ville*, Tours : Presses universitaires François Rabelais.

VERDEIL E., 2011, « Villes arabes en révolution : quelques observations », *Métropolitiques*, 7 février 2011, URL : http://www.metropolitiques.eu/Villes-arabes-en-revolution.html (consulté le 8 décembre 2014)

VOLAIT M., GARRET P., MILLER C., *Patrimoines en situation constructions et usages en différents contextes urbains*, Damas : Presses de l'IFPO,.

ZAKI L. (dir.), 2010, *L'action urbaine au Maghreb, enjeux professionnels et politiques*, Paris : Karthala.